

Publications périodiques

Comptes annuels

BNP PARIBAS NOUVELLE CALEDONIE

Société anonyme au capital de 3 341 288 782 F. CFP
Siège social : 37, Avenue Henri Lafleur, Quartier Latin, 98800 Nouméa (Nouvelle-Calédonie)
RCS NOUMEA 78 B 067 066

Comptes annuels au 31 décembre 2018 approuvés par L'Assemblée Générale Ordinaire du 21 mai 2019

I. — Bilan au 31 décembre 2018
(en milliers d'XPF)

Bilan actif

En milliers d'XPF au 31 Décembre	31/12/2017	31/12/2018
Opérations interbancaires et assimilées	14 614 120	10 824 797
- Caisse, Banques Centrales	7 342 644	4 788 121
- Effets publics et valeurs assimilées	0	0
- Créances sur les établissements de crédit	7 271 476	6 036 676
<i>Comptes ordinaires</i>	7 019 276	5 743 709
<i>Comptes et prêts</i>	252 200	292 967
<i>Opération de pensions</i>	0	0
Opérations avec la clientèle	83 039 301	86 971 386
- Créances saines sur la clientèle	82 156 893	85 941 480
<i>Créances commerciales</i>	105 644	81 693
<i>Comptes débiteurs</i>	3 497 054	3 108 785
<i>Autres crédits</i>	78 554 195	82 751 002
- Créances douteuses et douteuses-compromises	882 408	1 029 906
Obligations et autres titres à revenu fixe	0	0
Actions et autres titres à revenu variable	0	0
Participations et autres titres détenus à long terme	78 191	88 378
Parts dans les entreprises liées	139 175	139 175
Immobilisations incorporelles	31 664	19 348
Immobilisations corporelles	526 266	522 433
Autres actifs	194 214	204 134
Comptes de régularisation	1 388 765	1 281 877
Total de l'actif	100 011 696	100 051 528
Hors bilan	31/12/2017	31/12/2018
Engagements de financement donnés	2 283 869	1 404 479
Engagements de garantie donnés	11 897 927	11 585 927

Bilan passif

En milliers d'XPF au 31 Décembre	31/12/2017	31/12/2018
	Avant affectation du résultat	
Opérations interbancaires et assimilées	14 496 035	15 889 264
- Banques Centrales	0	0
- Dettes envers les établissements de crédit	14 496 035	15 889 264
<i>Comptes à vue</i>	2 205 735	1 666 870
<i>Comptes et emprunts à terme</i>	10 605 380	12 479 047
<i>Opérations de pension</i>	1 684 920	1 743 347
Comptes créditeurs de la clientèle	78 540 079	77 099 187
- Comptes à vue	53 979 290	52 966 329
- Comptes à terme	633 725	666 288
- Comptes d'épargne à régime spécial	23 901 580	23 409 385
- Autres sommes dues	25 484	57 185
Dettes représentées par un titre	0	0
- Bons de caisse	0	0
- Autres Dettes Représentées par un titre	0	0
Autres passifs	394 823	325 862
Comptes de régularisation	1 075 079	867 305
Provisions	1 106 855	1 241 199
Dettes subordonnées	0	0
Fonds pour risques bancaires généraux	0	0
Capitaux propres hors FRBG	4 398 825	4 628 711
<i>Capital souscrit</i>	3 341 289	3 341 289
<i>Primes liées au capital et réserves</i>	334 129	334 129

Provisions réglementées et provisions pour investissement	28 976	25 258
Report à nouveau	92 467	129 181
Résultat de l'exercice	601 964	798 854
Total du passif	100 011 696	100 051 528

Hors bilan	31/12/2017	31/12/2018
Engagements de financement reçus	0	0
Engagements de garantie reçus	59 843 172	66 065 971

II. — Compte de résultat

Charges		Produits		Compte de résultat social au 31 décembre (en milliers d'XPF)	Net	
2017	2018	2017	2018		2017	2018
-261 280	-145 723	3 094 493	2 894 824	Produits (charges) d'exploitation bancaire		
-120 706	-40 976	41 243	97 851	Intérêts et produits (charges) assimilés	2 833 213	2 749 101
-140 574	-104 747	3 053 250	2 796 973	Opérations avec les établissements de crédit	-79 463	56 875
0	0	0	0	Opérations avec la clientèle	2 912 676	2 692 226
0	0	0	0	Opérations de crédit-bail et assimilés	0	0
0	0	0	0	Intérêts et charges assimilés sur dettes représentées par un titre	0	0
0	0	0	0	Intérêts et produits assimilés sur obligations et autres titres à revenu fixe	0	0
		38 627	41 358	Revenus des titres à revenu variable	38 627	41 358
		38 627	41 358	.Dividendes et produits assimilés	38 627	41 358
		1 506 583	1 506 693	Commissions : produits	1 506 583	1 506 693
-8 582	-9 657			Commissions : charges	-8 582	-9 657
-1 935	-1 165	121 711	120 432	Gains (pertes) sur opérations des portefeuilles de négociation	119 776	119 267
0	0	0	0	titres de transaction		0
-1 935	-1 165	121 711	120 432	opérations de change	119 776	119 267
0	0	0	0	instruments financiers	0	0
0	0	0	0	Gains (pertes) sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	0	0
0	0	0	0	titres de placement	0	0
0	0	0	0	titres de l'activité de portefeuille	0	0
		236 392	222 129	Autres produits d'exploitation bancaire et assimilés	236 392	222 129
-16 262	-25 492			Autres charges d'exploitation bancaire et assimilés	-16 262	-25 492
-288 059	-182 037	4 997 806	4 785 436	Produit net bancaire	4 709 747	4 603 398
-2 986 557	-2 976 286	0	0	Charges générales d'exploitation	-2 986 557	-2 976 286
-1 522 312	-1 580 380		0	Frais de personnel	-1 522 312	-1 580 380
-152 667	-43 425			Impôts et taxes	-152 667	-43 425
-1 311 577	-1 352 481			Autres frais administratifs	-1 311 577	-1 352 481
-123 309	-123 338			Dot. aux amort. et aux dépréciations s/immob.financières incorporelles et corporelles	-123 309	-123 338
-3 397 925	-3 281 661	4 997 806	4 785 436	Résultat brut d'exploitation	1 599 881	1 503 774
-192 524	-251 446	210 166	233 244	Coût du Risque	17 642	-18 202
-3 590 449	-3 533 107	5 207 972	5 018 679	Résultat d'exploitation	1 617 523	1 485 572
0	-3 462	22	672	Gains et pertes sur actif immobilisés	22	-2 790
-3 590 449	-3 536 569	5 207 994	5 019 351	Résultat courant avant impôt	1 617 545	1 482 781
0	0	0	0	Résultat exceptionnel	0	0
-1 010 923	-687 645	0	0	Impôts sur les bénéfices	-1 010 923	-687 645
-15 119	-6 209	10 461	9 927	Dotations /reprises provisions réglementées	-4 658	3 718
-4 616 491	-4 230 423	5 218 455	5 029 278	Résultat net	601 964	798 854

III. — Affectation du résultat

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales ordinaires, décide d'affecter le résultat de la manière suivante :

(en XPF)	
Bénéfice de l'exercice	798.854.235
Réserve extraordinaire	0
Report à nouveau	129.181.263
Total	928.035.428
Dotations à la réserve	0
Dividende	763.000.000
Report à nouveau	165.035.498
Total	928.035.498

L'Assemblée Générale décide une distribution du dividende d'un montant de 763.000.000 XPF.

Le dividende d'un montant de 763.000.000 XPF correspond à une distribution de 436 XPF (arrondi) par action au nominal de 1.909,307875200 XPF.

Le dividende de l'exercice 2018 sera mis en paiement à compter du 22 mai 2019.

Conformément aux dispositions légales, il est rappelé que les sommes distribuées au titre des trois derniers exercices ont été les suivants :

Exercice	Nominal de l'action	Nombre d'actions	Dividende par action	Montant de la distribution en XPF
2015	1.909,307875200	1.750.000	555	971.718.377
2016	1.909,307875200	1.750.000	400	792.049.406
2017	1.909,307875200	1.750.000	323	565.250.000

L'Assemblée Générale, décide d'affecter la somme de 35.854.235 XPF du bénéfice de l'exercice qui s'élève à la somme de 798.854.235 XPF au compte report à nouveau, étant rappelé que la réserve légale est intégralement dotée.

A l'issue de cette affectation, le compte report à nouveau présentera un solde de 165.035.498 XPF.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des actionnaires présents ou représentés.

IV. — Annexe

Note n° 1 : Principes comptables et de présentation des états financiers de BNP Paribas Nouvelle-Calédonie

— Activité

BNP Paribas Nouvelle-Calédonie est un établissement de crédit agréé par le Comité des Etablissements de Crédit et des Entreprises d'Investissement. Elle est détenue à 100% par le groupe BNP Paribas. Son siège est situé Nouméa. Elle opère son activité de banque de détail en Nouvelle-Calédonie.

— Principes généraux

Les états financiers sont établis conformément aux principes comptables applicables en France aux établissements de crédit et aux dispositions du règlement CRC n° 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC)

Les comptes sont établis et présentés en milliers de Francs Pacifique.

— Changement de méthode

Il n'y a pas de changement de méthode comptable applicable à BNP Paribas Nouvelle-Calédonie réalisé au cours de l'exercice ayant un impact sur la comparabilité des comptes. Les règles de présentation des comptes sont similaires à celles pratiquées lors de l'exercice précédent.

— Faits marquant de l'exercice

Le Contrôle Fiscal initié en Décembre 2016 sur les exercices 2014 et 2015 s'est terminé au 28 Juin 2018 après 18 mois d'instruction.

De juillet à décembre, l'ensemble des voies de recours amiables ont été explorées (formulation d'Observations, recours hiérarchique suite à la réponse de l'administration).

Les notifications ont été mises en recouvrement par l'Administration le 20 Décembre et réglées courant Janvier, pour 413,9 MXPF/3,5 M€.

Le Cabinet FIDAL a été mandaté pour ouvrir la phase pré-contentieuse en Janvier 2019.

— Situation de liquidité de BNP Paribas Nouvelle-Calédonie

Les accords de refinancement avec le groupe BNP Paribas dans le cadre de la gestion actif-passif permettent à BNP Paribas Nouvelle-Calédonie de respecter les ratios réglementaires de liquidité.

— Principes comptables

Créances sur les établissements de crédit et la clientèle

Les créances sur les établissements de crédit recouvrent l'ensemble des créances, y compris les créances subordonnées, détenues au titre d'opérations bancaires sur des établissements de crédit à l'exception de celles matérialisées par un titre. Elles sont ventilées entre créances à vue et créances à terme.

Les créances sur la clientèle comprennent les concours distribués aux agents économiques autres que les établissements de crédit, à l'exception de celles qui sont matérialisées par un titre. Elles sont ventilées en créances commerciales, comptes débiteurs de la clientèle et autres crédits.

Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont inscrites au bilan à leur valeur nominale augmentée des intérêts courus et non échus.

BNP Paribas Nouvelle-Calédonie applique le règlement 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC).

Les prêts consentis et les engagements de crédit confirmés sont répartis entre les encours réputés sains, qu'ils aient ou non fait l'objet d'une restructuration et les encours jugés douteux.

Le suivi des créances s'appuie sur le système de notation des risques de crédit du groupe BNP Paribas. Ce dernier prend en compte deux paramètres fondamentaux : la probabilité de défaut de la contrepartie qui s'exprime au moyen d'une note et le taux de récupération global qui est attaché à la nature des transactions. L'échelle de note de contrepartie comprend douze niveaux : dix couvrant les créances saines et deux relatifs aux clients douteux et douteux compromis.

Sont considérées comme douteuses les créances pour lesquelles la banque estime qu'il existe un risque de voir les débiteurs dans l'impossibilité d'honorer tout ou partie

de leurs engagements. Les crédits présentant des échéances impayées depuis plus de trois mois ou plus de six mois en matière immobilière ainsi que les crédits faisant l'objet d'une procédure contentieuse sont considérés comme douteux. La classification en douteux d'une créance entraîne immédiatement celle de l'ensemble des encours et des engagements relatifs au débiteur dans cette même catégorie.

Ces crédits donnent lieu à la constitution de provisions pour créances douteuses, qui correspondent à la différence entre la valeur brute de la créance et la valeur actualisée au taux effectif d'origine du crédit (pour les crédits à taux fixe) ou au dernier taux contractuel connu (pour les crédits à taux variables) des flux futurs estimés recouvrables comprenant les flux en capital et en intérêts, ainsi que ceux résultant de la réalisation des garanties. Ces garanties sont notamment constituées de garanties hypothécaires et nantissements obtenus par la banque pour protéger le risque de crédit attaché aux portefeuilles de créances.

La restructuration, conclue à des conditions hors marché, d'une créance pour cause de difficultés financières de l'emprunteur donne lieu au calcul d'une décote représentant l'écart, en valeur actualisée, entre les nouvelles conditions de rémunération et les conditions initiales de rémunération de ladite créance. Les décotes sont comptabilisées en déduction de l'actif et reprise au résultat de façon actuarielle sur la durée de vie résiduelle de la créance. Lorsqu'une créance ayant fait l'objet d'une première restructuration présente à nouveau des échéances impayées, la créance est immédiatement déclassée en créances douteuses ou en créances douteuses compromises.

Lorsque le paiement des échéances initiales d'un crédit devenu douteux a repris de manière régulière, celui-ci peut à nouveau être classé dans la catégorie des créances saines. De même, les créances douteuses ayant fait l'objet d'une restructuration dont les termes sont respectés, et pour lesquelles le risque de crédit n'est plus avéré, sont également reclassées en créances saines.

Sont considérées comme douteuses compromises, les créances sur des contreparties dont les conditions de solvabilité sont telles qu'après une durée raisonnable de classement en douteux, aucun reclassement en sain n'est prévisible, les créances pour lesquelles la déchéance du terme a été prononcée, les créances issues de restructurations pour lesquelles le débiteur est à nouveau en défaut, ainsi que les créances classées en douteux depuis plus d'un an, sur lesquelles un défaut de paiement a été constaté, et qui ne sont pas assorties de garanties de recouvrement quasi intégral de la créance. Lorsque tous les recours par voie judiciaire et amiable ont été épuisés et confirment ainsi le caractère irrécouvrable d'une créance, cette dernière fait l'objet d'une procédure d'enregistrement définitif en perte.

Les dépréciations pour créances douteuses couvrant des risques inscrits à l'actif du bilan sont affectées en déduction des actifs concernés. Les provisions maintenues au passif du bilan sont constituées des provisions pour engagements par signature, des provisions pour pertes à terminaison relatives aux prises de participation dans des programmes immobiliers et des provisions pour procès et autres préjudices, ainsi que des provisions pour risques non spécifiquement identifiés et pour risques sectoriels éventuels.

Au compte de résultat, les dotations et reprises de provisions, les pertes sur créances irrécupérables, les récupérations sur créances amorties et les décotes calculées sur créances restructurées sont regroupées sous la rubrique "Coût du risque".

Les intérêts correspondant à la rémunération de la valeur comptable des créances dépréciées, ou à la reprise de l'effet d'actualisation, sont comptabilisés en « produits d'intérêts » tout comme les reprises de décote sur créances restructurées.

Contrats d'épargne et de prêts réglementés

Les comptes épargne logement (CEL) et plans d'épargne logement (PEL) sont des produits d'épargne réglementés par les pouvoirs publics, destinés aux particuliers. Ils associent une phase d'épargne et une phase de crédit, indissociablement liées, la phase de crédit étant contingente à la phase d'épargne.

Ces produits comportent deux types d'engagements pour BNP Paribas Nouvelle-Calédonie qui s'est engagé d'une part à rémunérer l'épargne, pour une durée indéterminée, à un taux d'intérêt fixé à l'ouverture du contrat par les pouvoirs publics pour les PEL ou à un taux refixé chaque semestre en fonction d'une formule d'indexation fixée par la loi pour les CEL, et d'autre part à prêter au client, s'il le demande, pour un montant fonction des droits acquis pendant la phase d'épargne, à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour les PEL ou à un taux fonction de la phase d'épargne pour les contrats de CEL.

Les engagements futurs de BNP Paribas Nouvelle-Calédonie relatifs à chaque génération – les PEL de même taux à l'ouverture formant une génération, et les CEL formant, pour leur ensemble, une génération – sont mesurés par actualisation des résultats potentiels futurs associés aux encours en risque de la génération considérée. Les encours en risque sont estimés sur la base d'une analyse des historiques des comportements clientèle, et correspondent aux encours statistiquement probables pour les crédits, et à la différence entre les encours statistiquement probables et les encours minimum attendus pour l'épargne, les encours minimum attendus étant assimilables à des dépôts à terme certains.

Les résultats des périodes futures afférents à la phase d'épargne sont estimés par la différence entre le taux de remplacement et le taux fixe de rémunération de l'épargne sur l'encours en risque d'épargne de la période considérée. Les résultats des périodes futures afférents à la phase de crédit sont estimés par la différence entre le taux de refinancement et le taux fixe de rémunération des crédits sur l'encours en risque de crédit de la période considérée.

Les taux de placement de l'épargne et les taux de refinancement des crédits sont déduits de la courbe de taux de swap et des marges attendues sur des instruments financiers de nature et de maturités comparables. Les marges sont déterminées à partir de celles observées sur les crédits à l'habitat à taux fixe pour la phase de crédit, et de celles observées sur les produits offerts à la clientèle particulière pour la phase d'épargne.

Pour traduire l'incertitude sur les évolutions potentielles des taux et leurs conséquences sur les comportements futurs modélisés des clients et sur les encours en risque, les engagements sont estimés par application de la méthode Monte-Carlo.

Lorsque la somme algébrique de la mesure des engagements futurs sur la phase d'épargne et sur la phase de crédit d'une même génération de contrats traduit une situation potentiellement défavorable pour BNP Paribas Nouvelle-Calédonie, une provision est constituée, sans compensation entre les générations, et enregistrée dans la rubrique « Provisions » du bilan. Les variations de cette provision sont enregistrées au compte de résultat en « Produits et charges d'intérêts et assimilés ».

Au regard du niveau non significatif des encours d'épargne logement, il n'a pas été identifié en date de clôture de situation potentiellement défavorable pour BNP Paribas Nouvelle-Calédonie, entraînant une absence de provisionnement à ce sujet.

Titres

Le terme "titres" recouvre les titres du marché interbancaire, les bons du Trésor et les autres titres de créances négociables, les obligations et les autres valeurs mobilières dites à revenu fixe (c'est-à-dire à rendement non aléatoire, qu'il soit fondé sur des taux fixes ou sur des taux variables), les actions et les autres titres à revenu variable.

Selon les dispositions du règlement CRC n° 2014-07 de l'ANC, les titres sont classés dans les catégories suivantes : titres de transaction, titres de placement, titres de l'activité de portefeuille, titres d'investissement, autres titres détenus à long terme, titres de participation et parts dans les entreprises liées.

En cas de risque de crédit avéré, les titres à revenu fixe des portefeuilles de placement et d'investissement sont identifiés comme des titres douteux, selon les mêmes critères que ceux applicables aux créances et engagements douteux.

Lorsque des titres supportant un risque de contrepartie sont classés en douteux, la provision relative à ce risque, lorsqu'il peut être isolé, est inscrite dans la rubrique « Coût du risque ».

BNP Paribas Nouvelle-Calédonie ne comptabilise à son bilan que des autres titres détenus à long terme ainsi que des titres de participation et parts dans les entreprises

liées.

• *Autres titres détenus à long terme*

Les "Autres titres détenus à long terme" sont des actions et valeurs assimilées que BNP Paribas Nouvelle-Calédonie entend détenir durablement pour en retirer à plus ou moins longue échéance une rentabilité satisfaisante, sans pour autant intervenir dans la gestion des entreprises dont les titres sont détenus, mais avec l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice.

Les titres détenus à long terme sont comptabilisés individuellement au plus bas de leur valeur d'acquisition ou de leur valeur d'utilité.

Les plus ou moins-values de cession et les mouvements de provisions sont enregistrés dans la rubrique « Gains ou pertes sur actifs immobilisés » du compte de résultat.

Les dividendes sont enregistrés au compte de résultat dès que leur paiement a fait l'objet d'une résolution d'Assemblée Générale ou lors de leur encaissement lorsque la décision de l'Assemblée n'est pas connue. Ils sont enregistrés dans la rubrique "Revenus des titres à revenu variable".

• *Titres de participation et parts dans les entreprises liées*

Les titres de participation sont constitués des participations pour lesquelles BNP Paribas Nouvelle-Calédonie dispose d'une influence notable sur les organes d'administration des sociétés émettrices et des participations présentant un caractère stratégique pour le développement des activités de BNP Paribas Nouvelle-Calédonie. Cette influence est présumée lorsque le pourcentage de contrôle de BNP Paribas Nouvelle-Calédonie est supérieur ou égal à 10%.

Les parts dans les entreprises liées sont constituées d'actions et autres titres à revenus variables détenues dans les entreprises liées pour lesquelles BNP Paribas Nouvelle-Calédonie dispose d'un contrôle exclusif, c'est-à-dire celles susceptibles d'être incluses par intégration globale dans le Groupe.

Les titres détenus dans ces catégories sont inscrits au bilan à leur prix d'acquisition.

Ils sont évalués à la clôture de l'exercice pour déterminer individuellement leur valeur d'utilité, sur la base notamment de la quote-part de la situation nette comptable de la société dont ils relèvent.

L'appréciation de la valeur économique des sociétés entre aussi en considération pour la constatation de dépréciations éventuelles. Les moins-values latentes, calculées valeur par valeur, pouvant résulter de cette évaluation, donnent lieu, le cas échéant, à une provision pour dépréciation. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les plus ou moins-values de cession et les mouvements de dotations ou reprises de dépréciation sont enregistrés dans la rubrique "Gains ou pertes sur actifs immobilisés" du compte de résultat.

Les dividendes sont enregistrés au compte de résultat dès que leur paiement a fait l'objet d'une résolution d'Assemblée Générale ou lors de leur encaissement lorsque la décision de l'Assemblée n'est pas connue. Ils sont enregistrés dans la rubrique "Revenus des titres à revenu variable".

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées pour leur valeur d'acquisition augmentée des coûts directement attribuables d'installation ou d'adaptation (logiciels).

Après comptabilisation initiale, les immobilisations sont évaluées à leur coût diminué du cumul des amortissements et des pertes éventuelles de valeur.

Les immobilisations corporelles sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon le mode linéaire.

Les logiciels acquis ou créés regroupés parmi les immobilisations incorporelles font l'objet d'un amortissement selon le mode linéaire sur la durée probable d'utilisation.

La durée de vie estimée est de 20 ans pour les immeubles, de 4 ans pour le matériel roulant, 4 ans pour les logiciels informatiques, les autres immobilisations varient entre 5 et 10 ans et le matériel informatique sur 5 ans.

La durée d'amortissement retenue pour les logiciels d'infrastructure est de 8 ans (V400 par exemple).

Les dotations aux amortissements sont comptabilisées dans la rubrique « Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles » du compte de résultat.

Lorsqu'une immobilisation est composée de plusieurs éléments pouvant faire l'objet de remplacement à intervalles réguliers, ayant des utilisations différentes ou procurant des avantages économiques selon un rythme différent, chaque élément est comptabilisé séparément et chacun des composants est amorti selon un plan d'amortissement qui lui est propre. Cette approche par composants a été retenue pour les immeubles d'exploitation.

Les immobilisations amortissables font en outre l'objet d'un test de dépréciation lorsqu'à la date de clôture, d'éventuels indices de pertes de valeur sont identifiés. Les immobilisations non amortissables font l'objet d'un test de dépréciation systématique au moins une fois par an. Si un indice de dépréciation est identifié, la nouvelle valeur recouvrable de l'actif est comparée à la valeur nette comptable de l'immobilisation. En cas de perte de valeur, une dépréciation est constatée en compte de résultat. La dépréciation est reprise en cas de modification de l'estimation de la valeur recouvrable ou de disparition des indices de dépréciation. Les dépréciations sont comptabilisées dans la rubrique « Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles » du compte de résultat.

Les plus ou moins-values de cession des immobilisations d'exploitation sont enregistrées au compte de résultat sous la rubrique « gains ou pertes sur actifs immobilisés ».

Dettes envers les établissements de crédit et comptes créditeurs de la clientèle

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont présentées selon leur durée initiale ou leur nature : dettes à vue ou à terme pour les établissements de crédit ; comptes d'épargne à régime spécial et autres dépôts pour la clientèle. Sont incluses dans ces différentes rubriques, en fonction de la nature de la contrepartie, les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs. Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés au bilan parmi les dettes rattachées.

Dettes représentées par un titre

Les dettes représentées par un titre sont présentées selon la nature de leur support : bons de caisse, titres du marché interbancaire, titres de créances négociables, titres obligataires et assimilés, à l'exclusion des titres subordonnés classés parmi les dettes subordonnées.

Les intérêts courus non échus attachés à ces titres sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Fonds pour risques bancaires généraux

BNP Paribas Nouvelle-Calédonie constitue des fonds pour risques bancaires généraux destinés à la couverture de risques lorsque des raisons de prudence l'imposent eu égard aux risques inhérents aux opérations bancaires.

Ces fonds font l'objet de dotations ou de reprises identifiées au compte de résultat sous la rubrique "Dotation, reprise aux fonds pour risques bancaires généraux".

Provisions non liées à des opérations bancaires

BNPP Paribas Nouvelle-Calédonie constitue des provisions afin de couvrir des risques et des charges nettement précisés quant à leur objet, et dont le montant ou l'échéance ne peuvent être fixés de façon précise. Conformément aux textes en vigueur, la constitution de telles provisions non liées à des opérations bancaires est subordonnée à l'existence d'une obligation envers un tiers à la clôture, à la probabilité de sortie de ressources au bénéfice de ce tiers et à l'absence de contrepartie équivalente attendue de ce tiers.

Coût du risque

La rubrique "Coût du risque" comprend les charges résultant de la manifestation de risques de contrepartie, litiges et fraudes inhérents à l'activité bancaire réalisée avec des tiers. Les dotations nettes aux provisions ne relevant pas de tels risques sont classées dans les rubriques du compte de résultat correspondant à leur nature.

Instruments de change à terme

Les contrats de change à terme conditionnels sont évalués au prix de marché, les écarts d'évaluation étant constatés dans le résultat de l'exercice. Il en est de même pour les contrats de change à terme fermes lorsqu'il s'agit d'opérations de transaction. Les contrats initiés dans le cadre d'opérations de couverture sont valorisés au cours du comptant en vigueur à la clôture de l'exercice. Les différences d'intérêt relatives aux opérations de change à terme couvertes ou reports-dépôts, sont traitées conformément au principe de spécialisation et rapportées aux résultats sur la durée effective de l'opération couverte.

Opérations en devises

Les positions de change sont, d'une manière générale, évaluées aux cours de change officiels de fin de période. Les gains et les pertes de change résultant des opérations courantes conclues en devises sont enregistrés dans le compte de résultat.

Les écarts de change résultant de la conversion, sur la base des cours officiels de fin d'exercice, des actifs en devises détenus d'une façon durable sont inscrits dans les comptes d'écart de conversion rattachés aux comptes de bilan enregistrant ces différents actifs (pour les actifs financés en XPF) ou sont comptabilisés de manière symétrique aux écarts de change des financements correspondants (pour les actifs financés directement en devises).

Impôts

La banque est soumise à l'impôt sur les sociétés en conformité avec la législation fiscale de chaque territoire où elle opère. En Nouvelle-Calédonie, le taux de l'impôt s'élève à 30%. Il est majoré depuis le 1er janvier 2005 de la contribution sociale additionnelle à l'impôt dont le barème est le suivant :

- 5 % pour la tranche de bénéfices comprise entre 200 millions XPF et 300 millions XPF
- 10 % pour la tranche de bénéfices comprise entre 300 millions XPF et 400 millions XPF
- 15 % pour les bénéfices supérieurs à 400 millions XPF

Avantages bénéficiant au personnel

Les avantages consentis au personnel de BNP Paribas Nouvelle-Calédonie sont classés en trois catégories :

- les avantages à court terme tels que les salaires, les congés annuels, l'intéressement, la participation, l'abondement ;
- les avantages à long terme qui comprennent les congés rémunérés (le compte épargne temps) et les primes liées à l'ancienneté, certaines rémunérations différées versées en numéraire ;
- les avantages postérieurs à l'emploi, constitués notamment par les compléments de retraite bancaire versés par les Caisses de retraite de BNP Paribas Nouvelle-Calédonie, par les primes de fin de carrière.

• Avantages à court terme

L'entreprise comptabilise une charge lorsqu'elle a utilisé les services rendus par les membres du personnel en contrepartie des avantages qui leur ont été consentis.

• Avantages à long terme

Les avantages à long terme désignent les avantages, autres que les avantages postérieurs à l'emploi et les indemnités de fin de contrat de travail, qui ne sont pas dus intégralement dans les douze mois suivant la fin de l'exercice pendant lequel les membres du personnel ont rendu les services correspondants. La méthode d'évaluation actuarielle est similaire à celle qui s'applique aux avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies, mais les écarts actuariels sont comptabilisés immédiatement tout comme l'effet lié à d'éventuelles modifications de régime.

Sont notamment concernées par cette catégorie les rémunérations versées en numéraire et différées de plus de douze mois, qui sont provisionnées dans les comptes des exercices au cours desquels le salarié rend les services correspondants. Lorsque ces rémunérations variables différées sont soumises à une condition d'acquisition liée à la présence, les services sont présumés reçus sur la période d'acquisition et la charge de rémunération correspondante est inscrite, prorata temporis sur cette période, en frais de personnel en contrepartie d'un passif. La charge est révisée pour tenir compte de la non-réalisation des conditions de présence ou de performance, et pour les rémunérations différées indexées, le cas échéant, sur le cours de l'action BNP Paribas, de la variation de valeur du titre.

En l'absence de condition de présence, la rémunération variable différée est provisionnée immédiatement sans étalement dans les comptes de l'exercice auquel elle se rapporte ; le passif est ensuite réestimé à chaque clôture en fonction des éventuelles conditions de performance et pour les rémunérations différées indexées sur le cours de l'action BNP Paribas, de la variation de valeur du titre, et ce jusqu'à son règlement.

• Avantages postérieurs à l'emploi

Les avantages postérieurs à l'emploi dont bénéficient les salariés de BNP Paribas Nouvelle-Calédonie résultent de régimes à cotisations définies et de régimes à prestations définies.

Les régimes qualifiés de « régimes à cotisations définies », comme la Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse qui verse une pension de retraite aux salariés de BNP Paribas Nouvelle-Calédonie ainsi que les régimes de retraite complémentaires et interprofessionnels, ne sont pas représentatifs d'un engagement pour l'Entreprise et ne font l'objet d'aucune provision. Le montant des cotisations appelées pendant l'exercice est constaté en charges.

Seuls les régimes qualifiés de « régimes à prestations définies », soit notamment les compléments de retraite versés par les Caisses de retraite de BNP Paribas Nouvelle-Calédonie et les primes de fin de carrière, sont représentatifs d'un engagement à la charge de l'Entreprise qui donne lieu à évaluation et provisionnement.

Le classement dans l'une ou l'autre de ces catégories s'appuie sur la substance économique du régime pour déterminer si BNP Paribas Nouvelle-Calédonie est tenu ou pas, par les clauses d'une convention ou par une obligation implicite, d'assurer les prestations promises aux membres du personnel.

Les avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies font l'objet d'évaluations actuarielles tenant compte d'hypothèses démographiques et financières. Le montant provisionné de l'engagement est déterminé en utilisant les hypothèses actuarielles retenues par l'Entreprise et en appliquant la méthode des unités de crédit projetées. Cette méthode d'évaluation tient compte d'un certain nombre de paramètres tels que des hypothèses démographiques, de départs anticipés, d'augmentations des salaires et de taux d'actualisation et d'inflation. La valeur d'actifs éventuels de couverture est ensuite déduite du montant de l'engagement. Ces avantages sont calculés par le groupe BNP Paribas S.A.

La mesure de l'obligation résultant d'un régime et de la valeur de ses actifs de couverture peut évoluer fortement d'un exercice à l'autre en fonction de changements d'hypothèses actuarielles et entraîner des écarts actuariels. Depuis le 1er janvier 2013, BNP Paribas Nouvelle-Calédonie applique la recommandation de l'Autorité des Normes Comptables n° 2013-02 du 7 novembre 2013 relative aux règles d'évaluation et de comptabilisation des engagements de retraite et avantages similaires. Ainsi, la méthodologie du « corridor » a été abandonnée et les écarts actuariels sont désormais comptabilisés intégralement.

La charge annuelle comptabilisée en frais de personnel au titre des régimes à prestations définies est donc représentative des droits acquis pendant la période par chaque salarié correspondant au coût des services rendus, du coût financier lié à l'actualisation des engagements, du produit attendu des placements, de l'amortissement des écarts actuariels et des coûts des services passés résultant des éventuelles modifications de régimes, ainsi que des conséquences des réductions et des liquidations éventuelles de régimes..

La provision relative aux indemnités de fin de carrière est calculée par différence entre l'engagement déterminé et la valeur vénale des fonds investis auprès du groupe AXA avec lequel a été conclu un contrat de gestion des indemnités.

Enregistrement des produits et charges

Les produits et charges sont enregistrés selon le principe de la séparation des exercices.

Les intérêts et commissions assimilées sont comptabilisés pour leur montant couru, constaté prorata temporis. Les commissions assimilées aux intérêts comprennent notamment certaines commissions perçues lorsque celles-ci sont incorporées dans la rémunération des prêts. Les coûts marginaux de transaction que la Banque supporte à l'occasion de l'octroi ou de l'acquisition d'un concours font également l'objet d'un étalement sur la durée de vie effective du crédit.

Les commissions non assimilées à des intérêts et correspondant à des prestations de service (notamment les frais de mise en place lors de l'octroi de crédits immobiliers) sont enregistrées à la date de réalisation de la prestation ou de façon proratisée sur la durée du service rendu lorsque celui-ci est continu

Note n° 2 - Opérations interbancaires et assimilées

En milliers d'XPF au 31 Décembre	31/12/2017			31/12/2018		
	Montant brut	Dépréciations	Montant net	Montant brut	Dépréciations	Montant net
Caisse, Banques Centrales	7 342 644	0	7 342 644	4 788 121	0	4 788 121
<i>dt intérêts courus</i>	0	0	0	0		0
Effets publics et valeurs assimilées	0	0	0	0		0
<i>dt intérêts courus</i>	0	0	0	0		0
Créances sur les établissements de Crédit	7 271 476	0	7 271 476	6 036 676	0	6 036 676
- Comptes ordinaires	7 019 276		7 019 276	5 743 709		5 743 709
<i>dt créances sur entreprises liées</i>	4 542 504		4 542 504	3 585 480		3 585 480
<i>dt intérêts courus</i>	11 036		11 036	9 911		9 911
- Comptes et prêts	252 200		252 200	292 967		292 967
<i>dt créances sur entreprises liées</i>	246 855		246 855	287 938		287 938
<i>dt intérêts courus</i>	5 345		5 345	5 029		5 029
- Opérations de pension	0		0	0		0
<i>dt intérêts courus</i>	0		0	0		0
Valeurs reçues en pension ou achetées ferme	0		0	0		0
Total	14 614 120	0	14 614 120	10 824 797	0	10 824 797
<i>dt intérêts courus</i>	16 381		16 381	14 940		14 940

Note n° 3 - Opérations avec la clientèle

En milliers d'XPF au 31 Décembre	31/12/2017			31/12/2018		
	Montant brut	Dépréciations	Montant net	Montant brut	Dépréciations	Montant net
- Crédits sains	82 156 893	0	82 156 893	85 941 480	0	85 941 480
Créances commerciales	105 644	0	105 644	81 693	0	81 693
<i>dt intérêts courus</i>	772		772	853		853
Sociétés	95 715		95 715	77 881		77 881
Entrepreneurs Individuels	9 157		9 157	2 959		2 959
Particuliers	0		0	0		0

Autres	0		0	0		0
Comptes débiteurs	3 497 054	0	3 497 054	3 108 785	0	3 108 785
<i>dt intérêts courus</i>	0		0	0		0
Sociétés	3 297 396		3 297 396	2 914 041		2 914 041
Entrepreneurs Individuels	18 195		18 195	10 121		10 121
Particuliers	180 439		180 439	183 726		183 726
Autres	1 189		1 189	897		897
Autres crédits	78 554 195	0	78 554 195	82 751 002	0	82 751 002
<i>dt intérêts courus</i>	116 361		116 361	114 129		114 129
Sociétés	30 935 174		30 935 174	30 846 658		30 846 658
Entrepreneurs Individuels	395 376		395 376	333 230		333 230
Particuliers	46 791 818		46 791 818	51 067 168		51 067 168
Autres	315 301		315 301	389 817		389 817
Restructurés	0	0	0	0	0	0
<i>dt intérêts courus</i>	0		0	0		0
- Douteux et Douteux compromis	2 162 286	1 279 878	882 408	2 247 432	1 217 526	1 029 906
douteux	1 022 894	554 275	468 619	1 029 906	498 186	531 720
<i>dt intérêts courus</i>	0	0	0	0	0	0
<i>dt effets désactualisation</i>	215 935		215 935	242 839	0	242 839
douteux compromis	1 139 392	725 603	413 789	1 217 526	719 340	498 186
<i>dt intérêts courus</i>	0		0	0		0
Total	84 319 179	1 279 878	83 039 301	88 188 912	1 217 526	86 971 386
<i>dt intérêts courus</i>	117 133	0	117 133	114 982	0	114 982

Note n°4 - Provisions sur créances interbancaires et clientèles

En milliers d'XPF au 31 Décembre	Encours de dépréciations au 31/12/2017	Dotations aux dépréciations de l'exercice a	Reprises sur dépréciations disponible de l'exercice b	Utilisations des dépréciations de l'exercice c	Encours de dépréciations au 31/12/2018
Provisions inscrites en déduction de l'actif	1 279 878	157 101	130 576	88 877	1 217 526
- sur Caisse, instituts d'émission et sur concours aux établissements de crédits	0	0	0	0	0
- sur opérations avec la clientèle (1)	1 279 878	157 101	130 576	88 877	1 217 526
encours douteux et douteux compromis Sociétés	808 179	96 016	79 414	60 430	764 352
encours douteux et douteux compromis EI	130 829	4 846	1 672	6 454	127 548
encours douteux et douteux compromis Particuliers	340 870	56 239	49 490	21 993	325 627
encours douteux et douteux compromis Autres	0	0	0	0	0
Provisions inscrites au passif	31 339	803	12 818	0	19 324
- sur engagements par signature	31 339	803	12 818	0	19 324
encours douteux et douteux compromis Sociétés	29 315	803	12 818	0	17 300
encours douteux et douteux compromis E.I.	2 024	0	0	0	2 024
encours douteux et douteux compromis Particuliers	0	0	0	0	0
encours douteux et douteux compromis Autres	0	0	0	0	0
- provision pour litiges divers (2)	0	0	0	0	0
Total	1 311 217	157 904	143 394	88 877	1 236 850

Coût du risque (en milliers d'euros)	31/12/2017	31/12/2018
Créances irrécupérables non couvertes par des dépréciations	-2 727	-4 666
Créances irrécupérables couvertes par des dépréciations (3)	-18 209	-85 143
Dépréciations sur créances douteuses utilisées	19 363	88 877
Abandon de désactualisation	-1 154	-3 734
Constitution de dépréciations sur créances douteuses	-170 434	-157 904
Reprises de dépréciations sur créances douteuses	189 131	143 394
Récupération sur créances amorties	1 672	974
Total	17 642	-18 202

Note n° 5 - Répartition des créances saines par durées résiduelles d'échéances interbancaires et clientèles

En milliers d'XPF au 31 Décembre	Durée résiduelle inférieure à 3 mois	Durée résiduelle comprise entre 3 mois et 1 an	Durée résiduelle comprise entre 1 et 5 ans	Durée résiduelle supérieure à 5 ans	Total 31/12/2018
Opérations interbancaires et assimilées	10 668 590	156 207	0	0	10 824 797
- Caisse, Banques Centrales	4 788 121	0	0	0	4 788 121
- Effets publics et valeurs assimilées	0	0	0	0	0
- Créances sur les établissements de crédit (1)	5 880 469	156 207	0	0	6 036 676
Comptes ordinaires	5 743 709	0			5 743 709
Comptes et prêts	136 760	156 207	0	0	292 967
Opérations de pension	0	0	0	0	0

Prêts subordonnés					0
Opérations avec la clientèle	5 783 375	8 862 179	30 623 115	40 672 811	85 941 480
- Créances sur la clientèle (2)	5 783 375	8 862 179	30 623 115	40 672 811	85 941 480
Comptes débiteurs	3 108 785				3 108 785
Créances commerciales et autres crédits	2 674 590	8 862 179	30 623 115	40 672 811	82 832 695
dt Prêts d'épargne-logement	2 123	6 474	37 370	59 825	105 792
Opérations de pension	0	0	0	0	0
Prêts subordonnés	0	0	0	0	0
Restructurés (3)	0	0	0	0	0
Opérations de crédit-bail et opérations assimilées	0	0	0	0	0
Total	16 451 965	9 018 386	30 623 115	40 672 811	96 766 278

(1) : Les créances à vue (sans échéance et remboursables à première demande ou échues) sur les établissements de crédit, s'élèvent au 31 décembre 2018 à 5 743 709 KXPF contre 7 019 276 KXPF au 31 décembre 2017.

(2) : Nous n'avons pas de crédit à durée indéterminée sur la clientèle

(3) : Nous n'avons identifié aucune affaire ayant les caractéristiques d'un dossier restructuré selon le CRC 2014-07.

Note n° 6 - Titres à revenus variables, titres de participation, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme

En milliers d'XPF au 31 décembre	31/12/2017			31/12/2018		
	Valeur Comptable Brute	Valeur Comptable Nette	Valeur Estimative	Valeur Comptable Brute	Valeur Comptable Nette	Valeur Estimative
Actions et titres à revenu variable	0	0	0	0	0	0
- Titres de placement	0	0	0	0	0	0
Parts dans les entreprises liées	139 175	139 175	339 528	139 175	139 175	335 644
Titres de participation et autres titres détenus à long terme	78 191	78 191	483 902	88 378	88 378	468 129
- Titres de participation non cotés	78 191	78 191	483 902	88 378	88 378	468 129
- Titres cotés	0	0	0	0	0	0
Total	217 366	217 366	823 430	227 553	227 553	803 773

Note n° 7 - Immobilisations financières, incorporelles et corporelles

En milliers d'XPF au 31 décembre	Montant brut début 2018	Acquisitions (1)	Cessions (1)	Montant brut fin 2018	Cumul dépréciations début 2018	Dotations	Reprises	Cumul dépréciations fin 2018	Montant net fin 2018
- Titres de placement	0			0	0			0	0
- Parts dans les entreprises liées	139 175	0	0	139 175	0	0	0	0	139 175
- Participations et autres titres détenus à long terme	78 191	11 386	1 199	88 378	0	0	0	0	88 378
Total des immobilisations financières	217 366	11 386	1 199	227 553	0	0	0	0	227 553
- Immobilisations incorporelles	565 793	0	0	565 793	539 617	6 828	0	546 445	19 348
- Immobilisations en cours	5 488	0	5 488	0	0	0	0	0	0
Total des immobilisations incorporelles	571 281	0	5 488	565 793	539 617	6 828	0	546 445	19 348
- Terrains et constructions	314 172	16 619	17 969	312 822	216 345	11 722	14 754	213 313	99 509
- Equipement, mobilier, installation	2 062 016	98 450	5 531	2 154 935	1 636 298	104 788	5 309	1 735 777	419 157
- Immobilisations en cours	2 721	1 133	87	3 767	0	0	0	0	3 767
Total des immobilisations corporelles	2 378 909	116 202	23 587	2 471 524	1 852 643	116 510	20 063	1 949 090	522 433
Total	3 167 556	127 588	30 274	3 264 870	2 392 260	123 338	20 063	2 495 535	769 335

(1) Acquisitions, cessions, mouvements provenant des Immobilisations en cours

Note n° 8 - Comptes de régularisation et autres actifs

En milliers d'XPF au 31 Décembre	31/12/2017	31/12/2018
Comptes de régularisation - actif	1 388 765	1 281 877
- Comptes d'encaissement	1 156 735	840 577
- Produits à recevoir	172 656	103 009
- Charges constatées d'avance	32 861	30 355
- Autres comptes de régularisation débiteurs	26 513	307 936
Autres actifs	194 214	204 134
- Débiteurs divers	177 211	187 107
Dépôts de garantie versés	0	0
Impôts courants	0	98 776
Autres débiteurs divers	177 211	88 331
- Comptes de stocks et autres emplois	17 003	17 027
Autres débiteurs divers	17 003	17 027
- Instruments conditionnels taux d'intérêt	0	0
Total	1 582 979	1 486 011

Note n° 9 - Répartition des dettes interbancaires par durées résiduelles

En milliers d'XPF au 31 décembre	Echéance inférieure à 3 mois	Echéance comprise 3 mois et 1 an	Echéance comprise 1 an et 5 ans	Echéance supérieure à 5 ans	Total 31/12/2018
Comptes créditeurs interbancaires et assimilées	15 467 771	298 313	123 180	0	15 889 264
Banques centrales	0	0	0	0	0
Dettes envers les établissements de crédit	15 467 771	298 313	123 180	0	15 889 264
- Comptes ordinaires	1 666 870	0	0	0	1 666 870
<i>dt dettes sur entreprises liées</i>	<i>364 417</i>				<i>364 417</i>
<i>dt autres sommes dues</i>	<i>1 179 138</i>				<i>1 179 138</i>
<i>dt intérêts courus (2)</i>	<i>240</i>				<i>240</i>
- Comptes et emprunts (1)	12 057 554	298 313	123 180	0	12 479 047
<i>dt dettes sur entreprises liées</i>	<i>12 049 782</i>	<i>288 588</i>	<i>122 739</i>	<i>0</i>	<i>12 461 109</i>
<i>dt intérêts courus (2)</i>	<i>7 772</i>				<i>7 772</i>
- Opérations de pension	1 743 347	0	0	0	1 743 347
valeurs données en pension ou vendues ferme	0				0
Total	15 467 771	298 313	123 180	0	15 889 264

(1) Les comptes et emprunts enregistrent les opérations effectuées au jour le jour ou à terme, et ne faisant l'objet d'aucun échange de support sous forme d'effet ou de titre.

(2) Les intérêts courus sont, par défaut, classés en échéances de moins de 3 mois.

Note n° 10 - Répartition des dettes sur la clientèle, bons de caisse et créances négociables, par durées résiduelles

en milliers d'XPF au 31 décembre	Echéance inférieure à 3 mois	Echéance comprise entre 3 mois et 1 an	Echéance comprise entre 1 an et 5 ans	Echéance supérieure à 5 ans	Total 31/12/2018
Comptes créditeurs	76 276 771	398 102	142 958	281 356	77 099 187
- Comptes ordinaires	52 966 329	0	0	0	52 966 329
<i>dt intérêts courus (1)</i>	<i>54</i>				<i>54</i>
- Comptes créditeurs à terme	432 341	226 459	7 488	0	666 288
<i>dt intérêts courus (1)</i>	<i>1 475</i>				<i>1 475</i>
- Comptes d'épargne à régime spécial	22 820 916	171 643	135 470	281 356	23 409 385
<i>dt intérêts courus (1)</i>	<i>0</i>				<i>0</i>
<i>dt PEL</i>	<i>589 635</i>	<i>171 643</i>	<i>135 470</i>	<i>281 356</i>	<i>1 178 104</i>
<i>dt CEL</i>	<i>56 941</i>				<i>56 941</i>
- Autres sommes dues	57 185	0	0	0	57 185
<i>dt intérêts courus (1)</i>	<i>0</i>				<i>0</i>
- Opérations de pensions	0	0	0	0	0
Dettes représentées par un titre	0	0	0	0	0
- Bons de caisse	0	0	0	0	0
<i>dt intérêts courus (1)</i>	<i>0</i>				<i>0</i>
- Autres Dettes représentées par un titre	0	0	0	0	0
Total	76 276 771	398 102	142 958	281 356	77 099 187

(1) Les intérêts courus sont, par défaut, classés en échéances de moins de 3 mois.

Note n° 11- Comptes de régularisation et autres passifs

En milliers d'XPF au 31 Décembre	31/12/2017	31/12/2018
Comptes de régularisation - passif	1 075 079	867 305
- Comptes indisponibles sur opération de recouvrement	23 859	219
- Charges à payer	360 935	390 713
- Produits constatés d'avance	347 000	382 439
- Provision pour participation et intéressement	36 071	40 742
- Autres comptes de régularisation créditeurs	307 214	53 192
Autres passifs	394 823	325 862
- Créiteurs divers	394 823	325 862
Sommes dues à l'administration fiscale et organismes paritaires	365 274	146 010
Rémunération due au personnel	0	0
Impôts courants	0	139 596
Impôts différés passif	0	0
Autres créiteurs divers	29 549	40 256
Total	1 469 902	1 193 167

Note n° 12- Provisions

En milliers d'XPF au 31 Décembre	31/12/2017	Dotations	Utilisations	Autres Reprises	31/12/2018
----------------------------------	------------	-----------	--------------	-----------------	------------

- Provisions	1 106 855	215 785	62 861	18 580	1 241 199
- Provision pour risques d'exécution des engagements de signatures	31 339	803	32	12 786	19 324
- Provision pour indemnités de départ en retraite	197 043	14 839	16 561	0	195 321
- Provision PLAN ISIS	9 930	4 449	5 827	692	7 860
- Provision pour primes de médailles	183 969	5 730	9 981	2 145	177 573
- Provisions PEL/CEL	10 234	0	0	2 807	7 427
- Provision pour litige divers	40 604	2 081	15 406	150	27 129
- Provision pour impôts	633 736	187 883	15 054	0	806 565
- Provisions réglementées	28 976	6 209	0	9 927	25 258
- Provision pour amortissements dérogatoires	28 976	6 209	0	9 927	25 258
- Total	1 135 831	221 994	62 861	28 507	1 266 457

Note n° 13 - Affectation du résultat et variation des fonds propres

En milliers d'XPF au 31 décembre	31/12/2017	Affectation résultat 2017	Autres variations	31/12/2018	Affectation proposée	Après affectation proposée
Capital (1)	3 341 289		0	3 341 289		3 341 289
Primes liées au capital			0	0		0
- prime d'émission			0	0		0
- prime de fusion			0	0		0
- prime d'apport			0	0		0
Réserves	334 129			334 129		334 129
- légale	334 129		0	334 129		334 129
- réglementées (PVLVT + réévaluation)	0		0	0		0
- libres	0		0	0		0
Provisions réglementées	28 976		4 658	25 258		25 258
Report à nouveau	92 467	36 714	0	129 181	35 854	165 035
Distribution dividende	0	565 250			763 000	
Résultat	601 964	-601 964	798 854	798 854	-798 854	0
Total	4 398 825	0	803 512	4 628 711	0	3 865 711

(1) Le capital social est composé de 1 750 000 actions

Note n° 14 - Engagements donnés et reçus

En milliers d'XPF au 31 Décembre	31/12/2017	31/12/2018
- Engagements donnés	14 181 796	12 990 406
- Engagement de financement	2 283 869	1 404 479
- Engagement de garantie	11 897 927	11 585 927
- Engagement sur titres	0	0
- Engagements reçus	59 843 172	66 065 971
- Engagement de financement	0	0
- Engagement de garantie	59 843 172	66 065 971
- Engagement sur titres	0	0

Note n° 15 - Produit net bancaire

En milliers d'XPF au 31 décembre	2017			2018		
	Intérêts et produits (charges)	Com. et div. Produits (charges)	Total	Intérêts et produits (charges)	Com. et div. Produits (charges)	Total
Opérations avec les établissements de crédit	-79 463	7 444	-72 019	56 875	3 870	60 745
Opérations avec la clientèle	2 912 676	1 490 557	4 403 233	2 692 226	1 493 166	4 185 392
Charges sur dettes représentées par un titre						
- Bons de caisse						
- Titres de créances négociables						
- Titres du marché interbancaire						
Intérêts et produits assimilés sur obligations et autres titres à revenu fixe						
Revenus des titres à revenu variable	38 627		38 627	41 358	0	41 358
Gains (pertes) sur opérations des portefeuilles de négociation	119 776		119 776	119 267	0	119 267
- Titres de transaction	0	0	0	0	0	0
- Opérations de change	119 776		119 776	119 267	0	119 267
- Instruments financiers	0	0	0	0	0	0
Gains (pertes) sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	0	0	0	0	0	0
- Portefeuille-titres de placement	0	0	0	0	0	0
Total des produits (charges) d'exploit.bancaire	2 991 616	1 498 001	4 489 617	2 909 726	1 497 036	4 406 762
Autres produits (charges) d'exploit. bancaire	0	220 130	220 130	0	196 637	196 637
Produit net bancaire	2 991 616	1 718 131	4 709 747	2 909 726	1 693 673	4 603 398

Note n° 16 : Produits et charges sur opérations avec les établissements de crédit

Charges d'exploitation		Produits d'exploitation		En milliers d'XPF au 31 décembre	Produits (charges) nets	
2017	2018	2017	2018		2017	2018
-120 706	-40 976	41 243	97 851	Total des intérêts et produits (charges) assimilés	-79 463	56 875
-120 706	-40 976	41 243	97 851	Intérêts sur comptes à vue et sur prêts et emprunts interbancaires	-79 463	56 875
0	0	0	0	Intérêts sur valeurs reçues (données) en pension	0	0
0	0	0	0	Charges sur titres participatifs	0	0
0	0	0	0	Produits (charges) sur opérations de hors-bilan	0	0
-5 347	-7 025	12 791	10 895	Total des Commissions	-5	3 870
-5 347	-7 025	12 791	10 895	Commissions sur opérations de prêts et emprunts interbancaires	7 444	3 870
0	0	0	0	Commissions sur opérations Hors Bilan	0	0
-126 053	-48 001	54 034	108 746	Total	-72 019	60 745

Note n°17 - Produits et charges sur opérations avec la clientèle

Charges d'exploitation		Produits d'exploitation		En milliers d'XPF au 31 décembre	Net des produits et charges d'exploitation	
2017	2018	2017	2018		2017	2018
-140 574	-104 747	3 053 250	2 796 973	Total des intérêts et produits (charges) assimilés	2 912 676	2 692 226
-140 574	-104 747	3 053 250	2 796 973	Intérêts : produits sur créances et charges sur comptes créditeurs de la clientèle	2 912 676	2 692 226
0	0	0	0	Intérêts sur titres reçus (donnés) en pension livrée	0	0
-3 235	-2 632	1 493 792	1 495 798	Total des commissions et produits (charges) assimilés	1 490 557	1 493 166
0	0	655 982	695 219	Commissions/ opérations avec la clientèle	655 982	695 219
0	0	0	0	Commissions/ opérations sur titres	0	0
0	0	16 193	18 704	Commissions/ opérations de change	16 193	18 704
-3 235	-2 632	727 214	711 470	Commissions/ prestations de services financiers	723 979	708 838
0	-2 632	382 596	353 601	dont commissions sur moyens de paiement	382 596	350 968
0	0	94 404	70 405	Commissions sur opérations de hors-bilan	94 404	70 405
0	0	2 170	843	sur les engagements de financement	2 170	843
0	0	69 236	69 562	sur les engagements de garantie	69 236	69 562
0	0	22 997	0	sur instruments financiers à terme	22 997	0
0	0	0	0	Autres commissions et produits divers	0	0
-143 809	-107 379	4 547 042	4 292 771	Total	4 403 233	4 185 392

Note n° 18 - Produits des participations et autres titres à long terme

En milliers d'XPF au 31 décembre	2017	2018
Revenus sur obligations et autres titres à revenu fixe	0	0
- Titres de placement	0	0
- Titres d'investissement	0	0
Revenus des portefeuilles-titres à revenu variable :	38 627	41 358
- Titres de participation + autres titres détenus à long terme	38 627	41 358
Gains (pertes) sur opérations financières liées aux portefeuilles-titres	0	0
- Gains (pertes) sur titres de placement à revenu fixe	0	0
- Résultats réalisés sur cessions	0	0
plus-values	0	0
moins-values	0	0
- Reprise (Dotation) nette aux provisions pour dépréciation	0	0
dotation aux provisions pour dépréciation	0	0
reprise de provisions pour dépréciation	0	0
- Gains (pertes) sur titres de transaction	0	0
Total	38 627	41 358

Note n° 19 - Plus ou moins values sur immobilisations

En milliers d'XPF au 31 décembre	2017	2018
Plus ou moins values sur immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation	22	-2 790
PV cession immobilisations corp & incorp d'exploitation	22	672
MV cession immobilisations corp & incorp d'exploitation	0	-3 462
Résultats de cession & provisions sur immobilisations financières	0	0
- Plus-values (moins-values) de cession sur immobilisations financières	0	0
participations et parts dans les entreprises liées	0	0
autres titres détenus à long terme	0	0
- Reprises de provisions pour dépréciation Immob. financières	0	0
titres d'investissements (issus d'un reclassement)	0	0

<i>participations et parts dans les entreprises liées non consolidées</i>	0	0
<i>autres titres détenus à long terme</i>	0	0
Total	22	-2 790

Note n° 20 - Frais de personnel

En milliers d'XPF au 31 décembre	2017	2018
- Salaires et traitements	-1 099 545	-1 130 922
- Autres charges	-385 168	-408 713
- Indemnités de départ à la retraite et charges de retraites	-342 014	-374 042
- Dotations et reprises pour autres engagements sociaux	-585	6 396
- Autres charges sociales	-42 569	-41 067
- Intéressement et participation des salariés	-36 071	-40 742
- Participation des salariés	0	0
- Intéressement des salariés	-36 071	-40 742
- Impôts, taxes et verst. Assimilés sur rémunérations	-1 527	-43 428
Total	-1 522 312	-1 623 805

Note n° 21 - Produits et charges exceptionnels

en milliers d'XPF au 31 décembre	2017	2018
Produits exceptionnels	0	0
Charges exceptionnelles	0	0
Total	0	0

Note n° 22 – Impôts

En milliers d'XPF au 31 décembre	2017	2018
Charge des impôts courants de l'exercice	-829 366	-636 594
Ajustement des impôts courants de l'exercice A-1	-14 057	89 949
Provisions pour redressement fiscal	-167 500	-141 000
Net des impôts différés de l'exercice	0	0
Charge nette d'impôts	-1 010 923	-687 645

Note n° 23 - Produits et charges sur opérations avec les entreprises liées

Charges d'exploitation		Produits d'exploitation		En milliers d'XPF au 31 décembre	Solde	
2017	2018	2017	2018		2017	2018
-109 548	-33 843	22 634	84 158	Intérêts sur comptes à vue et sur prêts et emprunts interbancaires	-86 914	50 315
0	0	0	0	Intérêts sur titres reçus (donnés) en pension livrée	0	0
0	0	0	0	Charges et produits sur empr. ou prêts subordonnés remboursables	0	0
0	0	0	0	Charges sur titres sub. à durée indéterminée et titres participatifs.	0	0
0	0	0	0	Produits (charges) sur opérations de hors bilan	0	0
-109 548	-33 843	22 634	84 158	Total des intérêts et produits (charges) assimilés (1)	-86 914	50 315
0		0		Com. sur opérations de prêts et emprunts interbancaires	0	0
0		0		Commissions sur opérations sur titres	0	0
0		1	0	Commissions sur opérations de change	1	0
0	0	28	76	Commissions sur opérations de hors-bilan	28	76
-2 033	-2 324	289 505	297 026	Commissions et produits (charges) divers	287 472	294 702
-2 033	-2 324	289 533	297 102	Total des commissions et divers produits (charges) (2)	287 500	294 778
-111 581	-36 167	312 167	381 260	Total des produits (charges) sur opérations avec les entreprises liées	200 586	345 093

(1) Dont Intérêts sur opérations avec :

BNP Paribas (charges : 33 702 / produits : 32 861)

Banque de Wallis et Futuna (charges : 141 / produits : 0)

BNP NY (charges : 0 / produits : 51 297)

(2) Dont Commissions sur opérations avec :

BNP Paribas (charges : 2 089 / produits : 1 723)

BNPP Asset Management (charges : 0 / produits : 8 746)

Cardif Assurance Vie (charges : 0 / produits : 275 662)

Banque de Wallis et Futuna (charges : 0 / produits : 10 895)

BNP Suisse (charges : 235 / produits : 0)

Note n° 24 Autres informations**I - Rémunération des organes de Direction**

L'information globale des rémunérations des membres des organes d'administration et de direction porterait préjudice à certains d'entre-eux, et n'est par conséquent pas mentionné dans l'annexe des comptes annuels, comme le prévoit le décret n°94-663 du 02/08/94.

II - L'effectif moyen se décompose de la façon suivante

	2017	2018
Effectif Moyen	167	166
- dont cadres	21	18
- dont techniciens & employés	146	148

III - Appartenance au groupe BNP Paribas :

Les comptes de BNP Paribas Nouvelle Calédonie sont inclus dans les comptes consolidés, consultables 16 Boulevard des Italiens 75 009 PARIS Cedex, établis par BNP Paribas SA SIRET 66204244900014

Résultats financiers de la société au cours des 5 derniers exercices (Articles 133,135 et 148 du décret sur les Sociétés commerciales)

Nature des indications	2014	2015	2016	2017	2018
Situation financière en fin d'exercice					
Capital social	3 341 288 783	3 341 288 783	3 341 288 783	3 341 288 783	3 341 288 783
Nombre d'actions émises	1 750 000	1 750 000	1 750 000	1 750 000	1 750 000
Nombre d'obligations convertibles en actions	0	0	0	0	0
Résultat global des opérations effectives					
Chiffre d'affaires hors taxes	5 840 280 788	5 737 430 549	5 166 546 067	4 946 197 684	4 715 068 471
Résultat avant impôts, participation des salariés et dotations (reprises) aux dépréciations et provisions	2 413 892 840	2 269 952 029	1 976 366 945	1 832 985 305	1 537 112 361
Impôts sur les bénéfices	1 051 440 931	1 009 153 461	1 007 932 697	843 422 871	546 645 028
Participation des salariés due au titre de l'exercice	0	0	0	0	0
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux dépréciations et provisions	1 089 690 215	1 035 674 702	660 502 267	601 964 195	798 854 235
Montants des bénéfices distribués	1 023 269 690	971 718 377	699 582 339	565 250 000	763 000 000
Résultat des opérations réduits à une seule action					
Résultat après impôts, participation des salariés mais avant dotations aux dépréciations et provisions	779	720	553	565	566
Résultat après impôts, participation des salariés, et dotations (reprises) aux dépréciations et provisions	623	592	377	344	456
Dividende versé à chaque action	585	555	400	323	436
Personnel					
Nombre de salariés au 31 Décembre	170	177	168	167	166
Montant de la masse salariale	1 125 457 041	1 152 361 217	1 147 983 771	1 137 226 513	1 137 226 513
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (Sécurité sociale, Oeuvres sociales, etc...)	442 253 580	369 524 820	418 867 661	409 433 473	418 901 327

Renseignements concernant les filiales et participations (art. 247 et 295 du décret du 23 mars 1967)

Filiales et Participations (en milliers d'XPF)	N° siren	Capital	Capitaux propres autre que le Capital	Quote part de capital détenue (en %)	Valeur Comptable des titres détenus	
					Brute	Nette
A. Renseignements détaillés						
1. Filiales (50 % au moins du capital détenu par la société)						
- Banque de Wallis et Futuna	91 B 210	455 000	203 281	50,99	139 175	139 175
2. Participations (10 à 50 % du capital détenu par la société)						
- Calédonienne de Services Bancaires CSB	300137.001	104 000	1 256 425	15,38	16 000	16 000
B. Renseignements globaux concernant les autres filiales ou participations						
1. Filiales non reprises au paragraphe A						
a) Filiales françaises (ensemble) : Néant						
b) Filiales étrangères (ensemble) : Néant						
2. Participations non reprises au paragraphe A						
a) Dans des sociétés françaises (ensemble) : Néant						
b) Dans des sociétés étrangères (ensemble) : Néant						

Filiales et Participations (en milliers d'XPF)	Prêts et avances consentis par la société et non remboursés	Montant des cautions et avals fournis par la société	Chiffres d'affaires du dernier exercice	Bénéfice net ou perte() du dernier exercice	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
A. Renseignements détaillés					
1. Filiales (50 % au moins du capital détenu par la société)					
- Banque de Wallis et Futuna	0	0	4 715 068	43 352	22 435
2. Participations (10 à 50 % du capital détenu par la société)					
- Calédonienne de Services Bancaires CSB	0	0	1 861 434	313 640	18 923

B. Renseignements globaux concernant les autres filiales ou participations					
1. Filiales non reprises au paragraphe A					
a) Filiales françaises (ensemble) : Néant					
b) Filiales étrangères (ensemble) : Néant					
2. Participations non reprises au paragraphe A					
a) Dans des sociétés françaises (ensemble) : Néant					
b) Dans des sociétés étrangères (ensemble) : Néant					

V. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2018 sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société BNP Paribas Nouvelle-Calédonie, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel françaises telles qu'applicables en Nouvelle-Calédonie ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II - Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Provisionnement des risques de crédit et de contrepartie
Risque identifié et principaux jugements :

BNP Paribas Nouvelle-Calédonie est exposée aux risques de crédit et de contrepartie sur les prêts et garanties qu'elle octroie. Ces risques résultent de l'incapacité de ses clients ou de ses contreparties à faire face à leurs engagements financiers.

Votre Banque constitue des dépréciations et provisions destinées à couvrir les risques avérés de pertes. Ces dépréciations sont déterminées sur base individuelle. Les dépréciations individuelles sont déterminées par le management en fonction des flux futurs recouvrables estimés (y compris compte tenu des garanties susceptibles d'être mises en oeuvre) sur chacun des crédits concernés.

Tel qu'indiqué dans les notes 3 et 4 des annexes aux états financiers, les encours bruts de prêts à la clientèle de la Banque s'élève au 31 décembre 2018 à 88 188,9 millions de francs pacifiques dont 2 247,4 millions de francs pacifiques de crédits douteux et douteux compromis provisionnés à hauteur de 1 217,5 millions de francs pacifiques. Le coût du risque de l'exercice 2018 s'établit à une charge de 18,2 millions de francs pacifiques.

En conséquence, nous avons considéré que l'identification et l'évaluation du risque de crédit sur les prêts non souverains constituaient un point clé de l'audit étant donné que les provisions induites constituent une estimation significative pour l'établissement des comptes et font appel au jugement de la direction.

Notre approche d'audit

Dans le cadre de nos procédures d'audit, nous avons d'une manière générale, examiné le dispositif de contrôle relatif au recensement des expositions, au suivi des risques de crédit et de contrepartie, à l'appréciation des risques de non recouvrement et à la détermination des dépréciations et provisions afférentes.

Nos travaux ont consisté à apprécier la qualité du dispositif de suivi des contreparties sensibles, douteuses et contentieuses et du processus de revue de crédit.

Par ailleurs, sur la base d'un échantillon de dossiers sélectionnés sur des critères de matérialité et de risques, nous avons réalisé des analyses contradictoires des montants de provisions.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III - Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel telles qu'applicables en Nouvelle-Calédonie, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Fait à Paris La Défense, le 2 mai 2019
Les Commissaires aux comptes

Deloitte & Associés
Jean-Vincent COUSTEL

Mazars
Nicolas DE LUZE

VI. — Rapport de gestion

Le rapport de gestion peut être consulté dans les locaux de BNP Paribas – 34, avenue de l’Opéra 75002 Paris.